



# La société civile, la participation communautaire et le renforcement du pouvoir d'action dans l'ère de la mondialisation

*Marilyn Waring \**

À l'époque

Dans les débuts de la seconde vague du mouvement, nous avons nos propres récits sur le développement de la participation communautaire. En 1978, il s'agissait de Lois Gibbs et des femmes de la région Love Canal de New York dont les maisons avaient été construites sur vingt milles tonnes de déchets toxiques; le quartier tout entier en était tombé malade. Gibbs a été en mesure de déterminer que les hommes, les femmes et les enfants des environs souffraient de plusieurs troubles médicaux : des cancers, des fausses-couches, des morts-nés, des anomalies congénitales et des infections urinaires. Elle a recueilli des preuves. Suite à plusieurs requêtes, assemblées publiques à et l'usage des médias, la communauté de Love Canal a lancé un défi à la commission scolaire, à l'État, aux gouvernements fédéraux et éventuellement au Président. Ils ont été relogé-e-s, et indemnisé-e-s et ont laissé ainsi une marque indéniable sur les É.U. sous la forme de l'Environmental Protection Agency<sup>1</sup>, soit l'Agence de la protection de l'environnement.

De même, le travail de Maria Mies et de ses élèves au début des années 80 en Cologne, nous a introduit à l' 'action-recherche'. Cette recherche impliquait des femmes provenant des environs de la ville dans la collecte des preuves relatives à la violence familiale afin de convaincre suffisamment à la police et aux conseillers municipaux du besoin urgent de bâtir les premiers foyers pour femmes battues.

Comme l'ont remarqué celles qui se sont jointes à cette vague pour travailler dans les premières cliniques de santé pour que l'examen des victimes d'agression sexuelle soit fait par des agents de police femmes, pour des centres d'aide aux victimes des agressions sexuelles, pour l'allaitement en endroits publics, pour des lieux de travail dépourvus

d'harcèlement sexuel et de stéréotype dans l'emploi, la participation communautaire était nécessaire car il n'existait pas de statistiques. Il n'y avait pas de recherches fiables de disponible, ni de 'preuves' empiriques et valides statistiquement pour appuyer les décisionnaires lorsqu'ils/elles désiraient aborder ces besoins usant les fonds publics.

Les femmes de ma génération ont récolté de plusieurs façons nos propres preuves auprès de nos sœurs, démontrant ainsi que les expertes dans ces domaines n'étaient pas ceux/celles qui détiennent des diplômes, ont une nomination bureaucratique ou portent une blouse blanche. Les 'expertes' sont celles qui ont survécu ces expériences. Nous avons rassemblé des récits et des photos, tenu des groupes de discussion et des manifestations, participé au théâtre d'intervention et mené des interviews révélatrices clefs auprès de diverses autorités puissantes. Nous avons pensé localement et agit globalement car nous savions que ces enjeux étaient des défis abordés par un mouvement mondial de femmes. Nous étions certes des activistes de la société 'civilisée' mais nous étions rarement invitées à entretenir un dialogue avec la puissance politique. Nous avons souvent eu à être 'impolies' afin d'être écoutées.

C'est parce que j'ai 'grandi' pendant cette vague du mouvement féministe et tiré profit des récits de celles qui nous ont précédées, que je crois qu'il est simplement impossible de déclarer que « l'émergence de la société civile transnationale, soit les ONG liées au delà des frontières par des enjeux basés sur des réseaux de plaidoyer, [est] un développement important dans le contexte international »<sup>2</sup>. Ces réseaux fonctionnent peut-être très bien avec beaucoup plus de vitesse au 21<sup>ème</sup> siècle, mais j'ai été en présence des archives en bibliothèque de Ishikawa Fusae (féministe, journaliste, activiste

\* Dr. Marilyn Waring est une économiste politique et est professeur de politique publique à Massey University. Elle a été membre du parlement de la Nouvelle Zélande. Elle est consultante en développement en Asie et dans le Pacifique, membre du Conseil de la banque de réserve de la Nouvelle Zélande et écrivaine. Dr. Waring a été une universitaire invitée à l'AWID d'août à septembre 2003. Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteure et ne représentent pas nécessairement l'opinion de l'AWID.

syndicaliste et sénatrice indépendante) à Tokyo au Japon et j'ai examiné les lettres et magazines qu'elle avait reçu de la part des leaders du suffrage en Nouvelle Zélande concernant les premières femmes élues comme maires et conseillères municipales au sein des élections gouvernementales ici, ainsi que ses correspondances avec Jeanne Rankin, la première femme élue au congrès aux États-Unis en 1917. J'ai vu les correspondances provenant des femmes de part et d'autre du Pacifique, félicitant Ishikawa Fusae pour avoir créé le premier syndicat pour les femmes au Japon. Elles ont soit écrits par la main ou en utilisant des machines à écrire antiques et se sont rendues aux réunions féministes internationales par bateaux et pourtant, leur langage et leurs enjeux ont une pertinence dans notre ère d'ordinateurs portatifs et de déplacement aérien en classe affaires.

Ainsi, pour nombreuses femmes, il n'y a rien de neuf à la 'société civile transnationale'. Nous, les femmes aurions décrit pour plusieurs générations déjà, nos méthodes comme étant transparentes, ancrées en milieu communautaire, aptes à renforcer le pouvoir d'action et politiques. Nous faisons ce que les femmes ont toujours dû faire.

## L'émergence de la 'participation' dans le secteur de développement

Les scientifiques sociaux académiques ont tout d'abord été influencés par les oeuvres de Paulo Freire dans les années '60.<sup>3</sup> Il a indiqué les grandes lignes d'une philosophie qui préconise fortement d'impliquer les pauvres dans l'analyse critique de leur situation sociale, créant ainsi la possibilité de remettre en question et de transformer leurs environnements. Ce fil de pensée a généré l'action-recherche participative. Cette approche a été décrite comme étant un processus selon lequel « des personnes qui d'ordinaire sont timides, ceux qui sont actuellement pauvres et opprimés, vont progressivement transformer leur environnement pour leurs propres fins. Au cours de ce processus, d'autres peuvent jouer un rôle catalytique mais ne domineront pas. »<sup>4</sup> Une analyse féministe informe très peu cette réflexion bien que les écrivaines féministes peuvent facilement adopter l'approche de Freire puisque les récits des femmes sont parfumés de tels exemples.

Au cours de la même période a émergé l'évaluation accélérée des projets ruraux (EAPR). Une

explication polie de cette émergence était que les méthodes d'évaluation utilisées étaient beaucoup trop prolongées. En réalité celles-ci étaient risibles. La plupart de ces évaluations étaient élaborées dans les capitales occidentales des donateurs et fonctionnaient comme si: a) il y avait des données disponibles pour une grande variété de domaines sectoriels et b) ces données étaient même fiables. Selon mon expérience, presque rien n'est crédible, y compris les chiffres du PIB, les données du recensement démographique, les taux d'alphabétisation, le nombre de femmes impliquées dans l'agriculture, le nombre de femmes et d'hommes qui travaillent dans le secteur informel, et le nombre d'enfants inscrits ou qui fréquentent l'école. Face au manque de données, les autorités les inventaient tout simplement.

En plus, les homologues nationaux avec lesquels j'ai travaillé « ont fait du plagiat, un véritable art » (comme l'a décrit une de mes grandes amies philippines). Il est ironique qu'ils volent les données des livres académiques occidentaux sur leur propres pays. Dans plusieurs pays, l'idée qu'un homologue national ait réellement à se rendre dans des régions à plus d'un jour confortable de voyage en dehors de leur bureau, est impensable. Et l'idée que les populations rurales sans écriture puissent effectivement en savoir plus que les experts occidentaux sur le volume des eaux, les espèces pélagiques de la rivière pour un barrage ou un projet d'irrigation, ou sur la flore et la faune des régions forestières, est entièrement hors de question.

Il nous fallait d'une manière ou d'une autre apporter des connaissances et informations plus fiables à une série croissante de projets de développement désastreux. Lorsque l'évaluation participative en milieu rural a vu le jour vers la fin des années 70, l'œuvre de Robert Chambers était souvent citée.<sup>5</sup> Au départ, l'EPMR utilisait les populations locales (les experts) comme sources d'informations mais ceci sans les impliquer dans la faisabilité, la mise en application, le contrôle et l'évaluation des projets. En fait, ceux qui utilisaient l'EPMR avaient en général prédéterminé les paramètres du projet sans se soucier de demander qu'elles fussent en fait les priorités de développement. Mais durant cette période, il y a eu une évolution dans les méthodes même de recherche : la cartographie sociale, les marches transversales, la notation de classement à l'aide de semence, cailloux ou bâtonnets et le graphiquage institutionnel ont vu le jour. L'approche

du 'rat de laboratoire' appuyée par la technologie était vouée à l'échec. Les communautés étaient différentes les unes des autres, elles possédaient également des récits de femmes différents, différentes structures de pouvoir et différentes façons de travail et faire usage de leurs environnements naturels. Et elles étaient expertes de toutes ces informations. Les méthodes de terrain ont évolué pour refléter cette réalité et afin de changer l'orientation de la recherche.

En 1997 déjà, l'oeuvre de Chambers développait une analyse du pouvoir beaucoup plus détaillée et sophistiquée. L'EPMR ne signifiait plus rassembler de l'information nuancée uniquement. Cela voulait dire renoncer au contrôle et au pouvoir, ce qui était très effrayant pour les experts occidentaux sur le terrain. Les bureaucrates nationaux pensaient que c'était entièrement hors de question.

## Ce qu'ils ne vous disent pas à propos du développement

Suite à mon expérience, j'ai appris au fil des années, qu'il existe plusieurs raisons importantes pour s'impliquer dans le développement participatif, la plupart desquelles ne sont en général pas mentionnées dans les livres de cours. Tous les pays ne correspondent pas à chacune des catégories suivantes et certains correspondent à une ou deux et pas aux autres catégories. Toutefois, je peux identifier certains pays qui représentent un parfait exemple de chaque catégorie.

*Lorsque le gouvernement dit oui à systématiquement tous les projets offerts:* Cela veut en général dire que les communautés ne sont à aucun stade consultées quant à leurs priorités. La priorité du projet est souvent de créer une dépendance sur les fabricants du pays donateur pour les matériaux, les machines, le développement de l'infrastructure, les véhicules ou le matériel et logiciels informatiques par exemple. Ainsi un majeur pourcentage du portefeuille de fonds est en réalité dépensé sur les propres experts et produits du donateur. Cette approche présente dès la création du projet, d'importants défis systématiques au niveau des capacités car la dépendance et non le développement des capacités, est l'objectif sous-entendu. Dans la région asiatique par exemple, j'ai souvent cité certains projets de l'Agence de développement du gouvernement japonais (JICA) comme étant démonstratif de cette approche. Les retombées pour le ministre bénéficiaire ou pour l'homologue national du chef de projet sont un autre chauffeur et un véhicule à la disposition de la famille.

*Lorsque le pays bénéficiaire refuse d'avoir des points focaux intersectoriels :* Ceci est le cas quand vous êtes impliqué-e dans un projet de développement en écotourisme sur une île côtière par exemple. Vous ne signez l'accord du projet qu'avec le Ministre du tourisme uniquement et c'est le Ministre du tourisme qui reçoit les véhicules à quatre roues motrices, les téléphones cellulaires et les matériels informatiques. C'est lui également qui nomme l'homologue national qui sera payé en dollars américain et sera hôte de toutes les sessions de formation. Vous savez que vous auriez besoin de la pleine coopération du Ministre de l'environnement ou de la conservation du territoire mais puisque qu'ils n'ont rien à gagner, vous n'obtiendrez de leur part aucune des informations dont vous aviez besoin. Cela en est de même pour le Ministère du transport qui est responsable de toute politique relative au transport aérien et naval des îles. Pour obtenir l'assistance dont vous avez besoin, autant parler à un mur!

*Lorsque les bureaucrates de la fonction publique étaient à l'université pendant une période de grande répression dans le pays :* J'ai vu des hélicoptères armés survoler une université et tuer des étudiants. J'ai vu une université entourée de tanks et des étudiants en cagoules au portail de l'enceinte, lirent le nom de ceux qui y ont trouvé la mort quelques jours plutôt. Une femme m'a dit une fois: « Madame, j'ai trop peur pour parler. Personne ne parle ici, pas la mère à son fils, pas la sœur à son frère. » Dans de tels cas, s'exprimer, réfléchir ou agir indépendamment valait littéralement plus votre vie. Lorsque des études universitaires consistent à la régurgitation de la ligne de parti et quand la fonction de l'organisme du gouvernement est de protéger le gouvernement et rien d'autre, cela prend des générations pour ceux qui deviennent fonctionnaires d'aller de l'organisme du gouvernement à stage de cadre supérieur, en d'autres termes, pour qu'il y ait un changement institutionnel.

Ceux qui combattent la répression deviennent rarement des bureaucrates d'influence ; ils/elles se tournent vers la politique ou les ONG où il y a changement. Dix ou même vingt ans après une avancée vers un semblant de démocratie, vous ne trouverez pas un bureaucrate de cadre supérieur qui soit visiblement honnête avec lequel travailler comme homologue. Si votre homologue est recruté du secteur privé, le jeu qui consiste à dissimuler les informations sera joué jusqu'à ce que tout le monde reconnaisse le pouvoir et l'importance du bureaucrate. Cette personne perdra du pouvoir et réalisera qu'elle n'a pas de rôle dans le nouveau pays. Elle s'y accrochera jusqu'au bout. Bien qu'on obéisse en général à ce genre de personnes, elles sont détestées par les communautés. On ne peut à aucun moment se fier à ce qu'elles

participent aux exercices de participation communautaire car elles ne renonceront jamais au pouvoir. Mais on ne peut non plus se fier à ce qu'elles aient une seule idée novatrice qui convie à l'action.

*Lorsque le bureaucrate est aussi un leader de la 'société civile' :* Nombreux d'entre nous devront travailler dans des pays où toutes les ONG doivent être immatriculées auprès du gouvernement et où l'ensemble des ONG représente un secteur lucratif de petites entreprises à recettes en devises étrangères où le népotisme et la corruption règnent. Au Bangladesh et aux Philippines par exemple, j'ai entendu au cours des conversations entre les femmes de l'élite dans les capitales, les unes et les autres se demander: « Comment se portent tes ONG ? Six maintenant ? Je viens d'avoir une idée pour une aussi. » Dans certains pays, les titulaires de fonction dans les ONG détiennent également des postes au sein de la bureaucratie locale, mais les salaires sont si bas (s'ils sont même payés régulièrement) que tous ceux qui sont en mesure de le faire, se trouvent un emploi supplémentaire. Et si vous parlez anglais et vous avez des membres de la famille fonctionnaires bien placés, être un professionnel des ONG est une option souhaitable.

*Lorsque l'organisme donateur croit mieux savoir 'ce qui leur est avantageux' :* J'ai aussi eu l'opportunité d'observer des organisations de base, légitimes et actives politiquement qui ont été invitées à assumer le plan d'action du donateur philanthrope afin de recevoir des fonds. Une proposition concernant un processus favorisant le pouvoir d'action et le développement des capacités qui a été le résultat de diverses longues réunions communautaires rigoureuses et engagées, devient soudain un véhicule pour une tentative de détournement sous forme d'une conférence, d'intervenants internationaux suivie d'une publication dans la contre-offre du donateur. Il s'avère que la communauté n'a ni besoin, ni les ressources, ou l'énergie pour les résultats offerts comme conditions. Je n'ai jamais entendu que le Fonds mondial pour les femmes ait été responsable d'une telle initiative. J'en ai toutefois entendu parlé en ma présence dans les bureaux de la Fondation Ford. J'ai également dirigé un projet de la FAO dont les activités pour lesquelles Rome et le pays bénéficiaires faisaient pression, n'avaient aucun rapport avec le document de projet.

*Lorsque personne ne sait comment passer de l'information, à la politique, à la mise en application:* En fait, ce n'est pas un problème limité aux bureaucrates nationaux. C'est un problème particulièrement évident parmi les chefs de projet issus de grandes écoles pour certains projets multilatéraux dotés des plus gros budgets. La vérité est qu'ils n'ont jamais élaboré ou exécuté une politique au niveau national dans leurs vies. Selon mon expérience, les grands agronomes, ingénieurs et économistes occidentaux nommés comme chef de projet multi ou bilatéraux, ne prennent pas la peine de s'informer régulièrement et au préalable sur les constitutions nationales et la législation fondée sur les droits, les rapports nationaux de Amnesty International ou Human Rights Watch des quelques dernières années, la nature et le fonctionnement du système politique national ou les obligations imposées par le droit international que les pays bénéficiaires auraient signés. Ils ne demandent certainement pas à voir les documents les plus récents sur le statut des femmes. Des consultations avec la société civile ne font pas partie de leurs contrats de services et ces responsabilités ne leur ont pas été attribués dans leurs cadres de référence. Les meilleurs analystes disponibles sont les communautés affectées par le projet, mais selon ces étrangers, l'analyse doit être effectuée par des experts des 'sciences sociales' et s'entretenir avec les nationaux ne semble pas être pour eux une option qui leur permettraient d'acquérir un savoir quelconque.

*Lorsque vos homologues nationaux acceptent d'utiliser certaines localités et pas d'autres, quand t-il en vient à l'implication de la société civile dans un projet pilote :* Si vous travaillez sur un projet en Indonésie, vos homologues insisteront pour que la formation ou les programmes pilotes soient tenus à Bali. Si vous êtes au Népal, ils préféreront Terai, à une journée de voyage de Kathmandu. Cela signifie que les mêmes communautés sont à la base de la thèse de tous les élèves, des projets des ONG et de la collecte des données du ministère. Les microdonnées disponibles sont donc extrêmement faussées car : a) la croissance de la micro-économie est basée sur l'étude pilote de tout le monde ; b) la fatigue du répondant ou le 'répondant professionnel' ; c) les chefs de villages rusés corrompus. En l'absence de données disponibles, 'les données' recueillies dans ces communautés sont alors généralisées sur des régions toutes entières ou l'étendu du pays comme étant 'indicatives'. L'expert international novice fait

cela car il n'est pas plus avisé, il ne possède pas de ressources pour recueillir de nouvelles données, il ne sait pas comment exécuter l'EPMR, il est paresseux ou peu lui importe et il ne fait que le strict minimum pour se garantir un prochain contrat.

Dans de rares occasions, vous rencontrerez une exception bureaucratique au niveau du contractant international et de l'homologue national révélant ainsi les multiples enjeux liés au fait d'avoir même impliquer les soi-disant 'experts internationaux'. Mais bien que cela demeure toutefois une exception, il y a une place pour les consultants qui sont en mesure de faire pression sur les projets afin qu'il y ait consultations avec les personnes réellement affectées par les programmes et projets et faire pression pour que les projets répondent à l'analyse des personnes locales. Une consultante internationale, telle qu'une chercheuse féministe en action-recherche peut forcer un projet à 'découvrir les pauvres'. Une combinaison de conventions pour les droits de la personne ratifiées par le pays bénéficiaire, amplifiée par la rhétorique de leur propre constitution, suivie d'une lecture pédante des politiques du donateur sur l'assistance au développement, vous permet en général d'arrêter complètement un projet ou un programme et le forcer à adhérer aux termes de ces documents avant qu'il puisse continuer. Cela ne nécessite pas des compétences spécifiques, juste faire preuve d'une petite prévoyance stratégique afin de déterminer le moment opportun pour utiliser cette tactique et ensuite de la persistance ardue. Cela signifie en général que les pauvres doivent être 'consultés'.

## La Banque mondiale découvre les pauvres

À la fin des années 90, la Banque mondiale a sponsorisé des consultations auprès de plus de six milles hommes et femmes pauvres de plus de cinquante pays et a découvert *que les populations pauvres étaient les vraies expertes des enjeux multidimensionnels et complexes de la pauvreté!* La recherche a été publiée dans une série de trois volumes.<sup>6</sup> Les chercheurs ont posé la question relative au genre ; toutefois, très peu de récits étaient basés sur les droits ou ont fait des liens explicites avec les droits de la personne qui ont été traités dans les pactes des Nations Unies.

Malgré cette étude détaillée, il existe très peu de preuve que la voix des pauvres ait profondément influencé la politique ou les pratiques de la Banque mondiale. Les hauts fonctionnaires de la Banque mondiale n'ont pas les compétences requises pour transformer une recherche quantitative triangulée en des programmes de politiques

ciblées sur des résultats qui ont été négociés avec les vrais experts de la pauvreté, c.-à-d., les pauvres. L'attention croissante attribuée à l'évaluation participative devrait constituer un souci majeur puisqu'une réelle participation communautaire à la base n'a pas lieu dans l'identification des buts et objectifs, des paramètres du projet et des résultats du projet que désirent ceux qui sont directement affectés. Les agences s'attendent à ce que les communautés répondent à l'évaluation du plan d'action de quelqu'un d'autre. Il n'est pas du tout clair que l'exercice de la Banque mondiale soit allé au-delà d'une ouverture d'espaces pour ceux et celles dont la voix est rarement entendue.

## Le problème avec la société civile<sup>7</sup>

Bien que de nombreuses 'voix des pauvres' dans l'étude de la Banque mondiale aient usé le langage basé sur les droits, les initiatives de développement ont été formulé dans le langage à la dérobade de la communauté internationale: 'la société civile' (et que serait exactement la société non-civile?), la gouvernance ou le renforcement des institutions. Les projets et les programmes ont les titres suivants : 'Le renforcement de la société civile pour la réduction de la pauvreté', 'Plaider pour un engagement constructif', 'Développement des ressources humaines et utilisation', 'Développement des capacités', 'La modernisation de l'assemblée législative', 'Initiatives pour le renforcement institutionnel'. Un des droits humain sera mentionné à l'occasion, vous trouverez par exemple les mots 'alphabétisation' ou 'pauvreté' dans un document de projet, et la phrase 'Apporter un soutien aux processus démocratiques électoraux' qui signifie presque la même chose. Mais en général, ce sont les expressions 'Sécurité des citoyen et la justice', ou 'Transparence et prise de responsabilité dans les pratiques du gouvernement' qui sont de plus en plus nombreuses. Et plus récemment l'expression 'formation judiciaire' est plus courante.

Cela a donné naissance à une nouvelle industrie composée de diverses ONG, organisations de la 'société civile', universitaires et experts à la poursuite des devises américaines destinées à l'aide au développement, créant ainsi une autre couche monstrueuse entre les personnes chargées de la mise en application et les experts communautaires de base. Il y a quelque chose de très troublant lorsqu'on lit une phrase qui proclame que: « l'émergence et la croissance de la société civile au cours des deux dernières décennies ont été l'une des tendances les plus importantes du développement international »<sup>8</sup>, alors que l'histoire sociale révèle que les mouvements politiques des communautés organisées pour la poursuite de leurs droits n'est rien de neuf. Le fait que

les protagonistes du pouvoir du 'développement international' proclament maintenant que « les partenariats entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile [sont] la méthode la plus efficace pour créer des avantages sociaux et économiques durables pour les plus pauvres »<sup>9</sup> me transmet deux messages. Le premier semble insinuer que les avantages 'civils et politiques' sont exclus. Le second message semble laisser entendre que favoriser la participation de la 'société civile transnationale' ne devrait pas être confondu avec ou être considéré comme une alternative valide pour consulter les pauvres, dont les femmes en sont la majorité.

Les circonstances actuelles sont telles que nous sommes souvent invitées à être reconnaissantes lorsque les consultations ont lieu. Comme le décrit Yasmine Shamsie, il est certes vrai que les rapports entre la société civile et les gouvernements sont « timides, chargés d'appréhension et sont entretenus par nécessité et malgré soi. Ce sentiment de nécessité en croissance est généré par une appréciation tardive du fait qu'une citoyenneté forte et active est la fondation de toute gouvernance démocratique. L'appréhension [est par rapport à la]...représentativité [sic], responsabilisation et [la] légitimité des organisations de la société civile. »<sup>10</sup>

Il y a évidemment une différence par rapport à ces caractéristiques entre, disons, Oxfam, certains groupes d'intellectuels qui s'organisent sous la forme d'un institut de politique publique et un syndicat des travailleurs de textile. Pourtant, chacun de ces groupes est organisé, a un certain accès et souscrit à un type de légitimité et de responsabilisation prescrites. De telles organisations aiment avoir des 'mécanismes consultatifs' en place. Mais cela veut-il dire que la voix des pauvres est entendue surtout lorsque celle-ci est modérée à travers ces hommes et femmes intermédiaires ? N'est-ce pas un peu trop facile ?

### Qu'est-il arrivé à l'agenda basé sur les droits ?

Personnellement, je ne peux pas éviter une perspective qui soupçonne que se concentrer sur la 'société civile' et la 'gouvernance', n'est pas un exercice sur l'usage subtile des euphémismes par les donateurs afin d'insérer les droits civils et

politiques dans leurs programmes. C'est un processus qui consiste à éviter une approche basée sur les droits et c'est également un exercice qui permet de contrôler les ONG et les groupes de la société civile. Le programme d'un donateur comprend en général deux étapes : a) 'Développer les ONG et leurs capacités' et b) 'Maintenir des relations de partenariats' avec elles. Des fonds seront versés par les donateurs aux groupes dont les agendas leur conviennent. Les ONG tiennent en effet à se maintenir et elles savent d'où parviendront leurs prochains projets. Parfois, cela entraîne le corps dirigeant des ONG à prendre des décisions politiques pour éviter d'entreprendre des activités qui puissent être considérées comme du plaidoyer. Le mantra sera : Au niveau de l'État national, sans contredit, formez et participez mais n'entreprenez pas des activités politiques. Au niveau international, les multilatéraux s'occuperont de ces 'groupes transnationaux de la société civile' qui ont une base solide de soutien des citoyens et n'ont pas une dépendance sur les donateurs. Ils permettront le dialogue avec la 'société civile' à la table d'honneur tant que celle-ci se comportera de manière 'appropriée'. Ils vont aller jusqu'à doter des départements entiers en personnel pour faciliter ce 'dialogue', comme le fait la Banque mondiale depuis 2002.

Laissez-moi maintenant ajouter rapidement quelques avertissements ici. Je ne veux pas que Greenpeace, Amnesty International ou Save the Children changent leurs mandats ou arrêtent de faire leur travail. Je réalise également qu'il y a de très importantes exceptions au niveau de l'organisation des ONG de la 'société civile' où l'active participation politique des pauvres est la norme et non l'exception. Je citerai ici le cas de l'Inde. J'ai également rencontré des féministes incroyablement courageuses responsables des dernières avancées novatrices au sein des groupes de la 'société civile' en Europe de l'Est par exemple qui refusent de céder sur certains éléments de leurs agendas afin d'apaiser le donateur. Par surcroît, je ne me fais pas d'idées absurdement romantiques quant aux capacités de tous les pauvres de participer et répondre de manière constructive tout le temps. Certains auront été terrorisés trop récemment, trop appauvris ou dépourvus de leurs droits fondamentaux depuis si longtemps qu'ils ne posséderont pas les capacités nécessaires pour participer de manière constructive à ce projet en ce moment. Ainsi, la présence d'une ONG ayant de

l'intégrité et les capacités de représenter ces groupes pour une période continue sans 'assumer le contrôle', est un facteur critique pour pouvoir éviter tous abus à l'avenir.

Nous avons également dû 'être sur place', comme l'a démontré la Déclaration de la société civile au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève, du 10-12 décembre 2003. Afin d'aller au-delà de notre étroite compréhension des technologies de l'information et des communications à savoir les télécommunications et l'Internet, et parce que les préparatifs du sommet ont duré plus de deux ans, la plénière de la société civile du SMSI a adopté le document intitulé « Définir des sociétés de l'information centrées sur les besoins des êtres humains. »

<sup>11</sup> Les deux enjeux importants qui semblaient diviser les gouvernements étaient comment faire face aux déséquilibres dans, et entre les nations afin de réduire la 'fracture numérique', et se mettre d'accord sur un engagement aux droits humains internationaux (en particulier, « la liberté de l'information ») comme le fondement de la *Déclaration de principes et le plan d'action* du SMSI. Le groupe de la société civile a produit une liste de critères à l'aune desquels ils devront évaluer les développements et résultats dans le processus du SMSI.

Il existe d'excellents exemples de succès considérables connus par la société civile. Prenons les études de cas utilisées par le Centre de la gouvernance mondiale à London School of Economics (LSE) dans leur *Global Society Year Book 2002*. Ce sont des études de cas qui

ont illustré des mouvements impliqués dans des enjeux liés à la responsabilité sociale des entreprises, le VIH/SIDA et la Cour criminelle internationale. L'étude de cas sur la Cour criminelle internationale procure les détails de l'historique 'institutionnel' et 'formel' du processus qui a mené à la Conférence de Rome (juin-juillet 1998) à adopter le traité définitif. Il souligne que la moitié des 236 ONG représente des groupes des droits légaux, professionnels ou des droits de la personne. D'autres groupes qui y ont travaillé au niveau national ou au cours des conférences préparatoires, y compris les organisations de femmes, les groupes pour la paix et la résolution des conflits, l'Église et les groupes religieux et les organisations des Nations Unies.

Quand je pense à ce qui a mobilisé mon propre soutien pour la Cour criminelle internationale, je me souviens des mères de disparus, qui battaient des marmites ou dansaient seules. Je me souviens des « confort women » (esclaves sexuelles aux troupes japonaises) de l'Asie du Sud-est durant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Je me souviens du témoignage des femmes de la Bosnie violées au cours du conflit dans l'ex-Yougoslavie. Peut-être que quelques unes d'entre elles ont réussi à se rendre à Rome ; toutefois, leur action communautaire civile et politique et leurs témoignages ainsi que d'autres preuves, ont permis à d'autres de traduire *cette expertise née de cette expérience*, dans un langage propre au plaidoyer requis en séance lors des conférences de l'ONU. Ce qui demeure incroyable est qu'à l'exception de la démonstration

## Notes:

<sup>1</sup> Gibbs, Lois Marie, *Love Canal: The Story Continues (Le canal de l'amour, l'histoire continue)*, New Society Pub, (1998).

<sup>2</sup> Rapport sur les commentaires de Thomas Carothers, Vice Président des Études, le symposium de la dotation Carnegie, 14 décembre, 2000, <<http://www.ceip.org/files/events>>.

<sup>3</sup> Freire, Paulo, *Pedagogy of the Oppressed (La pédagogie des opprimés)*, (Trans. Myra Bergman Ramos), New York: Herder and Herder, 1972.

<sup>4</sup> *Action and Knowledge: breaking the monopoly with participatory action research (Action et savoir: Rompre le monopole à l'aide de l'action-recherche participative)*, Orland Fals-Borda & Muhammad Anisur Rahman (eds.), New York: Apex Press, 1991.

<sup>5</sup> Chambers, Robert. *Whose Reality Counts? Putting the Last First (Quelle est la réalité qui compte ? Placer les derniers en premier)*, London: Intermediate Technology Publications, 1997.

<sup>6</sup> Narayan, Deepa, et al., *Can Anyone Hear Us? Crying Out for Change (Quelqu'un nous écoute t-il? Revendiquer un changement)*, et *From Many Lands (Venant de diverses nations)*, Oxford University Press, 2000.

<sup>7</sup> Je ne vais pas me préoccuper ici de l'argument académique sur la question de savoir si 'la société civile' est liée aux ONG ou aux mouvements ou organisations de la société civile: Pour en savoir davantage, veuillez vous référer à <<http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/yearbook.htm>> Volume 2 page 5 2002. 28 août 2003.

<sup>8</sup> Le symposium de la dotation Carnegie, *op.cit.*

<sup>9</sup> Le symposium de la dotation Carnegie, *op.cit.*

<sup>10</sup> L'Institut Nord-Sud, *Mutual Misgivings: Civil Society Inclusion in the Americas (Doutes réciproques: L'inclusion de la société civile dans les Amériques)*, Ottawa, Canada, octobre 2003.

<sup>11</sup> <[http://www.itu.int/wsis/documents/doc\\_single-en-1179.asp](http://www.itu.int/wsis/documents/doc_single-en-1179.asp)>.

<sup>12</sup> Voir chapitre 5: *Time to Stop and Think: HIV/AIDS, Global Civil Society, and People's Politics. (Il est temps d'arrêter et de réfléchir : le VIH/SIDA, la société civile mondiale, et les politiques du peuple)* <[http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/PDF2002/GCS2002%20pages%20\[05\]%20.pdf](http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/PDF2002/GCS2002%20pages%20[05]%20.pdf)>.

<sup>13</sup> Voir chapitre 5: *Time to Stop and Think: HIV/AIDS, Global Civil Society, and People's Politics. . (Il est temps d'arrêter et de réfléchir : le VIH/SIDA, la société civile mondiale, et les politiques du peuple)*

<[http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/PDF2002/GCS2002%20pages%20\[05\]%20.pdf](http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/PDF2002/GCS2002%20pages%20[05]%20.pdf)>.

<sup>14</sup> Voir par exemple Arditti, R. *Science and Liberation (Science et libération)*, Boston: South End, 1980, et *Beyond Methodology: Feminist Scholarship as Lived Research (Au delà de la méthodologie : Recherches féministes, recherches vécues)*; Fonow Mary Margaret (ed.), Indiana University Press, 1991.

humaine faite sur le tapis par Amnesty international durant la Conférence de Rome, la vie et les expériences de ces femmes ont disparu de l'étude de cas sur la société civile du centre prestigieux de LSE.

Comparez ceci à l'engagement en ligne de front des activistes dans la mobilisation pour les droits des personnes vivant avec le SIDA (PVS).<sup>12</sup> La mobilisation de la société civile à la fin des années 80 a commencé aux États Unis dans un environnement critique où régnait le stigma car la maladie était tellement liée à la communauté des hommes homosexuels. Le recours qui a permis de mener une action directe par des groupes tels que Act Up, a été de s'assurer que ceux infectés par le SIDA soient invités aux conférences où ils étaient sujets de discussions. Dans le Sud, l'enjeu le plus important a été l'accès aux médicaments qui permettent de vivre avec le SIDA alors que la majorité de ceux qui sont malades sont tellement pauvres.

Mais l'activisme des PVS, de leurs ami-e-s et de leurs familles a persuadé les gouvernements de l'Inde, du Brésil et de la Thaïlande de permettre la production générique des médicaments qui sont sinon trop chers, ceci malgré les réglementations de l'OMC. La société civile du Nord a parallèlement continué de faire pression sur leurs gouvernements et leurs multinationales afin d'apporter leur soutien aux voix des PVS dans le Sud. Hakan Seckinelgin conclut toutefois que: "Après une longue période de plaidoyer et d'engagement par la société civile dans la fourniture des services dans les pays en développement, le bilan n'est pas très optimiste. Il est donc impératif que les personnes expriment, voire crient leurs besoins formulés sous forme de droits."<sup>13</sup>

Les commentaires de Seckinelgin me rappellent d'autres questions nées d'un certain malaise. Quelle est la différence entre les ONG qui continuent d'user le langage des droits et de la justice sociale et les autres qui sont heureuses de l'abandonner complaisamment afin d'être 'reconnues'? Comment se fait-il que la plupart des ONG qui se sont appropriées des dollars du donateur, aient abandonné le langage des droits et semblent être considérées aujourd'hui comme 'partenaires' de la société civile?

## Profiter de leur succès

Il y a aussi une autre question qui nécessite davantage notre attention: la question du choix du moment. Quand faut-il qu'une ONG, qui a utilisé ses capacités opérationnelles et institutionnelles pour se forcer un certain espace d'influence, se retire afin de permettre à la voix des experts communautaires à la base d'occuper les lieux? Cela

me rappelle encore le trajet que nous, chercheuses universitaires, avons parcouru au cours de cette vague du mouvement féministe. Dans les années 70, au moment où le travail féministe était rejeté comme étant subjectif, dépourvu d'une froide impartialité, qualitative ou trop participative, nos méthodes ont mis en relief les pratiques et procédés d'une telle recherche prépondérante. Il y avait une distance entre le professeur à la blouse blanche et l'actuelle collecte des données. Le professeur élabore peut être le plan de recherche, mais il s'écartera de loin des étapes répétitives et ennuyeuses de l'enregistrement des données, de la prise de notes et de l'observation. Celles-ci seront plutôt effectuées par une série d'assistants. Il dirigera ensuite l'analyse des données sans avoir participé à aucune des activités sur la ligne de front.<sup>14</sup> Et cette analyse sera considérée comme étant rigoureuse et fiable bien qu'elle ne le soit pas réellement sur tous les aspects.

Dans le cadre désormais des projets et des programmes pour 'la participation de la société civile', 'la participation communautaire', et 'la gouvernance', trop d'universitaires, de multilatérales, de donateurs et d'ONG fonctionnent selon le principe que *les* partenariats, engagements et communications importants peuvent avoir lieu à une ou plusieurs étapes éloignées des experts principaux. À ce niveau, les politiques n'y sont plus. Le rapport principal et experte sera alors un document moins audacieux afin d'être conforme à la nouvelle norme confortable. L'expertise et l'opportunité de la 'voix des pauvres' de participer sont trahies pour ceux qui sont supposés les représenter!

Il y a une phrase formidable dans la chanson de la féministe australienne Judy Small qui dit: « Tu ne parles pas en ma faveur. » Je soupçonne que pour la plupart de la cacophonie du bruit qui nous parvient de l'espace d'influence de la société civile, cette phrase est une riposte adéquate. Je sais qu'il n'existe pas des solutions simples à ces enjeux. L'approche la plus 'simple' a été d'homogénéiser la 'société civile'. Les farouches critiques concernant la 'société civile' et ses processus, comme s'il s'agissait d'un phénomène récent découvert ces vingt dernières années en Europe de l'Est, sont risibles pour toute féministe qui possède ne serait ce qu'une moindre connaissance de l'histoire sociale de la planète. Il y a des fossés sur ce chemin et une abondance de cooptations attrayantes. Certes, nous devons 'être sur place', et sous le plus de formes (et déguisements) possible. Toutefois, ne relâchons pas un instant notre vigilance, ou notre sens du risque ou notre sens de l'humour. Nous aurions besoin de tous ceux-ci dans notre prochain round.

Traduction : Grâce Toléqué



awid

L'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) est une organisation internationale d'adhérent(e)s dont les objectifs sont de faciliter l'engagement, d'informer et de mobiliser les individus et les organisations qui oeuvrent pour la promotion de l'égalité entre les sexes, le développement durable et les droits de la femme. Un réseau dynamique de plusieurs milliers de femmes et d'hommes, membres de l'AWID sont des chercheur(e)s, des universitaires, des étudiant(e), des activistes, des femmes et hommes d'affaires, des décisionnaires, des spécialistes du développement, des bailleurs de fonds et bien d'autres, dont la moitié provient du Sud et de l'Europe de l'Est.